

ZAD :

Le gouvernement détruit des projets de vies et de productions d'intérêt général.

Depuis le lundi 9 avril, le gouvernement a engagé la destruction systématique d'activités de productions agricoles, artisanales, écologiques (maraîchage, brassage de bière, boulangerie, apiculture, poterie, production de semences, herboristerie...) menées sur le territoire de la ZAD à Notre Dame des Landes, devenu, depuis l'abandon du projet d'aéroport, une zone à développer.

L'usage de la force par le gouvernement signe son refus catégorique de toutes formes de solutions collectives proposées par les habitants de la ZAD. Des moyens exceptionnels ont été mobilisés (2500 gendarmes pour 250 occupants) pour détruire des activités saines et bienveillantes tandis qu'on laisse prospérer ailleurs dans le pays des trafics massifs d'être humains, d'armes et de drogues au vu et au su de tout le monde.

C'est un message politique violent qui s'adresse à toute une génération : ce genre de projets de vie personnelle et collective n'a pas sa place en France.

Et le message adressé au passage à toutes les collectivités locales est tout aussi clair : ce ne sont plus les habitants et leurs représentants qui décident d'accueillir les projets de jeunes prêts à s'investir dans le devenir des territoires.

Aucune violence ne pourra détruire le besoin grandissant de construire des modes de vie collective respectueux de tous les êtres humains et de la nature.

Minga, le 12 avril 2018

www.minga.net

